



RENDU EXECUTOIRE LE

17 JAN. 2024

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 09/01/2024

Reçu en préfecture le 09/01/2024

Publié le

ID : 086-228600011-20240109-24_A_SE_0021-AR

S'LO

ARRETE N° 2024-A-DGAS-DA-SE-0021

du **09 JAN. 2024**

DGAS
Service des Etablissements
39 rue de Beaulieu
86034 POITIERS CEDEX

portant fixation pour l'année 2024
du tarif hébergement pour les bénéficiaires de
l'aide sociale à l'EHPAD « Les Jardins de Montplaisir »
à LIGUGE géré par la S.A.R.L. « Les Jardins
de Montplaisir »

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté du Président du Conseil Général de la Vienne n° 2013-A-DGAS-DHV-SE-0234 du 08 octobre 2013 portant habilitation partielle de l'EHPAD « Les Jardins de Montplaisir » de LIGUGE à accueillir des bénéficiaires de l'aide sociale ;

VU le renouvellement de la convention n° 2023-C-DGAS-DHV-SE-0005 relative à l'habilitation partielle de l'EHPAD « Les Jardins de Montplaisir » de LIGUGE à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement conclue le 14 juin 2023 complétant l'arrêté susvisé ;

VU la délibération du Conseil Départemental du 21 décembre 2023 relative au taux directeur pour les établissements et services médico-sociaux des secteurs de l'autonomie et de l'enfance-famille ;

VU la délibération du Conseil Départemental du 21 décembre 2023 relative à l'ouverture des crédits au 1er janvier 2024 avant le vote du Budget Primitif 2024 ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : La prestation relative à l'hébergement des personnes âgées, remboursable à l'EHPAD « Les Jardins de Montplaisir » de Ligugé pour les bénéficiaires de l'aide sociale départementale est fixée, à compter du 1^{er} janvier 2024, à :

56,16 € par jour

ARTICLE 2 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienn86.fr pour les autres personnes.

.../...

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai franc d'un mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienn86.fr pour les autres personnes, auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX.

ARTICLE 3 : Le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département de la Vienne lavienn86.fr.

Fait à POITIERS, le **09 JAN. 2024**

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON